

**CÉSECÉM**



LE CONSEIL ÉCONOMIQUE, SOCIAL,
ENVIRONNEMENTAL, DE LA CULTURE
ET DE L'ÉDUCATION DE MARTINIQUE



**COMMISSION AD HOC DU
CONGRÈS DES ÉLUS ET
GROUPE PRÉCONISATIONS**

**PRESENTATION DES
ACTIONS ET PROPOSITIONS
DU CÉSECÉM**



Télécharger le document

SOMMAIRE

1 MIEUX-ÊTRE ET MIEUX-VIVRE ENSEMBLE EN MARTINIQUE	page : 4
4 ACTIONS DU CÉSECÉM	page : 4
11 PROPOSITIONS DU CÉSECÉM.....	page : 4
2 REPONDRE A L'URGENCE DEMOGRAPHIQUE	page : 5
4 ACTIONS DU CÉSECÉM	page : 5
5 PROPOSITIONS DU CÉSECÉM.....	page : 6
3 RESILIENCE ET GESTION DURABLE DU TERRITOIRE	page : 7
2 ACTIONS DU CÉSECÉM.....	page : 7
46 PROPOSITIONS DU CÉSECÉM.....	page : 7
4 AFFIRMER L'IDENTITÉ ET LA FIERTÉ MARTINICAISE	page : 10
4 ACTIONS DU CÉSECÉM	page : 10
22 PROPOSITIONS DU CÉSECÉM.....	page : 10
5 REFORMER LE CADRE INSTITUTIONNEL ET INSTITUER UN DROIT A L'INITIATIVE	page : 12
2 ACTIONS DU CÉSECÉM.....	page : 12
6 RÉUSSIR LE DÉFI DE L'AUTONOMIE ALIMENTAIRE	page : 12
2 ACTIONS DU CÉSECÉM.....	page : 12
11 PROPOSITIONS DU CÉSECÉM.....	page : 13
7 LA PERFORMANCE ÉCONOMIQUE TERRITORIALE	page : 13
1 ACTION DU CÉSECÉM.....	page : 13
22 PROPOSITIONS DU CÉSECÉM.....	page : 14

Le **CÉSECÉM** (Conseil **É**conomique, **S**ocial, **E**nvironnemental, de la **C**ulture et de l'**É**ducation de **M**artinique) représente l'ensemble des acteurs (syndicats, associations, mouvements...) qui ont un caractère non gouvernemental et non lucratif et dont l'objectif est la **recherche de l'intérêt général** (autrement appelé : **la société civile organisée**). Son action est fondée sur une **diversité d'opinions**, le développement d'une **intelligence collective**, ainsi que sur le renforcement de la **participation citoyenne**. Elle se **décline en 3 axes forts** :

INFORMER

Le CÉSECÉM mène une **veille informationnelle** qui se traduit par la publication de vidéos mensuelles sur ses réseaux, ainsi que la production de notes d'information sur des thèmes comme : la filière du livre en Martinique, les jeunes et le télétravail, la situation des aidants...

PROPOSER

Le CÉSECÉM s'appuie sur l'expertise de ses conseillers, l'écoute de la population, l'audition d'experts, pour **élaborer des avis et des propositions** sur les documents budgétaires de la CTM ou encore sur les plans, les schémas et tout autre sujet qui concerne le territoire.

AGIR

Le CÉSECÉM, seul ou avec différents partenaires, participe à des événements, développe des campagnes de sensibilisation, organise des rencontres, réalise des outils innovants dans le but d'apporter à toutes les Martiniquaises et tous les Martiniquais, **des réponses concrètes** à leurs préoccupations.

Dans le cadre des travaux du Congrès des élus de Martinique, Didier LAGUERRE, Président de la commission ad hoc du Congrès des élus et Alexandre VENTADOUR, animateur du groupe préconisations ont souhaité tenir avec le CÉSECÉM, une réunion collaborative sur les préconisations à retenir sur les axes suivants :

1. Mieux-être et mieux-vivre ensemble en Martinique
2. Répondre à l'urgence démographique
3. Résilience et gestion durable du territoire
4. Affirmer l'identité et la fierté martiniquaises

5. Réformer le cadre institutionnel et instituer un droit à l'initiative
6. Réussir le défi de l'autonomie alimentaire
7. La performance économique territoriale

Afin de contribuer aux travaux du Congrès des élus, le CÉSECÉM met à disposition

- **18 Actions**
- **116 Propositions**



4 ACTIONS DU CÉSECÉM

- **Harcelmap – lutter contre le harcèlement sexuel et sexiste dans la rue**

En savoir +

<https://www.harcelmap.mq/>



Initié par le CÉSECÉM en partenariat avec l'Observatoire territorial des violences envers les femmes, la Délégation Régionale aux Droits des Femmes et à l'Égalité et l'Agence Régionale de Santé Martinique, Harcelmap est un nouvel outil numérique qui a pour objectif de mobiliser l'ensemble de la population, quel que soit l'âge, la couche sociale et le genre, afin de rendre le harcèlement sexiste et sexuel dans la rue plus visible pour mieux le combattre.



- **Répertoire numérique des associations citoyennes et caritatives**

En savoir +

<https://participationcitoyenne.cesecem.mq/je-veux-aider/>



Le CÉSECÉM participe au développement de l'engagement citoyen et soutient le tissu associatif avec un outil numérique pour tous ceux qui souhaiteraient franchir le pas pour devenir bénévole en Martinique.

- **FAQ des Associations**

En savoir +

<https://pratique.cesecem.mq/faq-des-associations/>



Le CÉSECÉM, en partenariat avec la DRAJES propose une FAQ qui permet, en quelques clics, d'apporter des réponses aux questions sur la gestion quotidienne des associations et des bénévoles.

- **Note informative : 16 questions sur le bénévolat**

En savoir +

<https://express.adobe.com/page/mkxXo0Fe2JLSS/>



11 PROPOSITIONS DU CÉSECÉM

1. **Sensibiliser à la connaissance juridique du comportement civique** (par exemple jeux de rôles) pour les premiers niveaux de la scolarité
2. Créer un **livret de la participation citoyenne** adaptable à l'ensemble des composantes exposant de manière synthétique territoriaux: enjeux, résultats de l'évaluation des politiques publiques en grands traits, actualité des grands débats publics
3. Impulser la **mise en place des brigades d'experts ou médiateurs numériques** associant les ressources de la CTM et de Martinique Digitale **pour permettre l'acquisition des compétences de base en numérique illetronisme**
4. Communiquer des **tableaux de bord** pour illustrer les progressions sur les projets ou les engagements (la sincérité est primordiale pour la réussite des engagements)

5. **Relancer la Chambre Régionale de l'Economie Sociale et Solidaire (CRESS)**
6. Mettre en place une **formation de Gestion des Conflits** afin de donner des outils de médiation à l'ensemble des acteurs concernés
7. **Faciliter les accès aux appels à projets pour les petites associations**, surtout pour les projets portant sur toutes formes de respect et le vivre ensemble
8. Mettre à disposition des associations une **cartographie de tous les dispositifs d'Etat et Associatifs**
9. Former les médiateurs de rue et engager plus de médiatrices, afin que ces personnes puissent apporter une aide réelle aux victimes et faire de la prévention
10. **Informers massivement sur le rôle du défenseur des droits**
11. **Renforcer l'action de l'Observatoire Territorial des Transports de Martinique (O2TM)** en s'appuyant sur la participation accrue des associations d'usagers, pour mieux comprendre et analyser les besoins de la population, mutualiser et évaluer les résultats des structures, aborder de manière raisonnée les enjeux de la mutation du service public de transports en Martinique afin d'améliorer l'accès des administrés au service public du transport

Sources :

- Publication « Regards croisés sur les causes de la violence dans le sport en Martinique » (2022) : https://www.cesecem.mq/cpt_actions/regards-croises-sur-les-causes-de-la-violence-dans-le-sport-en-martinique/
- Contribution CESE « L'éducation populaire » (2020) : https://www.cesecem.mq/cpt_actions/leducation-populaire/
- Contribution CESE « Réflexion relative à la participation citoyenne » (2021) : https://www.cesecem.mq/cpt_actions/reflexions-et-propositions-sur-la-participation-citoyenne-en-martinique/
- Publication « Nos recommandations pour la Martinique d'après » (2020) : https://www.cesecem.mq/cpt_actions/nos-recommandations-pour-la-martinique-dapres/
- Publication « Martinique : Initiatives pour inverser les flux migratoires » (2022) : https://www.cesecem.mq/cpt_actions/martinique-initiatives-pour-inverser-les-flux-migratoires/
- Contribution CESE « La place des femmes dans l'espace public » (2020) : https://www.cesecem.mq/cpt_actions/place-des-femmes-dans-lespace-public-en-martinique/

2 | REPENDRE A L'URGENCE DEMOGRAPHIQUE

4 ACTIONS DU CÉSECÉM

- **Webinaire « Martinique : Initiatives pour inverser les flux migratoires »**

En savoir +

https://www.cesecem.mq/cpt_actions/martinique-initiatives-pour-inverser-les-flux-migratoires/



De janvier 2019 à avril 2021, la Commission « Développement économique et coopération » du CÉSECÉM a mené d'intenses travaux et organisé l'audition de nombreux experts du territoire. Il en a résulté un rapport analysant la situation, assorti de propositions pour lutter contre le déclin démographique en Martinique..



- **Brainstorming citoyen : Comment rendre la Martinique plus attractive ?**

En savoir +

https://www.cesecem.mq/cpt_actions/comment-rendre-la-martinique-plus-attractive-vos-avis/



Les jeunes sont particulièrement impactés par la crise actuelle, que ce soit au niveau social, économique et professionnel. Avec la participation de plusieurs partenaires du secteur, le CÉ-SECÉM a réalisé une plateforme des dispositifs pour les jeunes. Accessible à tous, elle répertorie plus de 60 structures sur toute la Martinique et plus de 40 dispositifs répartis par âge et par thème (culture, aides financières, éducation, formation, emploi, insertion, logement, permis de conduire et engagement).



- **Plateforme des dispositifs d'aide pour les 15-30 ans**

En savoir +

<https://pratique.cesecem.mq/dispositifs-aides-15-30-ans/>



Les jeunes sont particulièrement impactés par la crise actuelle, que ce soit au niveau social, économique et professionnel. Avec la participation de plusieurs partenaires du secteur, le CÉ-SECÉM a réalisé une plateforme des dispositifs pour les jeunes. Accessible à tous, elle répertorie plus de 60 structures sur toute la Martinique et plus de 40 dispositifs répartis par âge et par thème (culture, aides financières, éducation, formation, emploi, insertion, logement, permis de conduire et engagement).

- **Rapport : paupérisation des seniors**

En savoir +

https://www.cesecem.mq/cpt_actions/la-pauperisation-des-seniors-en-martinique/



5 PROPOSITIONS DU CÉSECÉM

1. Constituer une cellule experte auprès de la Collectivité Territoriale de Martinique ayant pour mission, par convention avec tout organisme compétent (notamment l'Insee et l'Ined), de **mettre à disposition de l'Assemblée territoriale les indicateurs, projections et prévisions utiles à une meilleure connaissance de la population des seniors et de ses besoins et de rechercher, d'étudier et d'évaluer, en particulier sur le plan financier, les solutions qui pourraient être mises en œuvre dans le cadre d'un plan**
2. Recourir au dispositif mis en place par la loi n° 2016-231 du 29 février 2016 d'expérimentation territoriale visant à résorber le chômage de longue durée, communément désigné comme dispositif TZCLD (Territoires Zéro Chômage Longue Durée)
3. Mener des études prospectives sur les débouchés sur nos régions élargies sur des masses critiques de 15 à 20 millions d'habitants pour que les formations collent aux besoins des territoires
4. **Réaliser l'analyse prospective des besoins en compétences**
5. **Diffuser aux organismes de formation les projections sur les besoins à venir du territoire et des entreprises**

Sources :

- Avis du CÉSECÉM sur le « Pacte productif 2025 » (2019) : <https://www.cesecem.mq/recueil-des-avis/>
- Publication « Nos recommandations pour la Martinique d'après » (2020) : https://www.cesecem.mq/cpt_actions/nos-recommandations-pour-la-martinique-dapres/
- Contribution CESE « Paupérisation des seniors » (2020) : https://www.cesecem.mq/cpt_actions/la-pauperisation-des-seniors-en-martinique/

2 ACTIONS DU CÉSECÉM

- **Cartographie des sites refuges :**

En savoir +

https://pratique.cesecem.mq/sites_refuges/



En s'appuyant sur les documents disponibles dans chaque commune – le Plan communal de sauvegarde (PCS) et le Document d'information communal sur les risques majeurs (DICRIM), 2 documents dont le but est d'informer la population sur les risques existants dans leur commune et les moyens de s'en protéger – le CÉSECÉM a réalisé une cartographie des sites refuges en Martinique.



- **Wébinare sur la planification territoriale stratégique :**

En savoir +

https://www.cesecem.mq/cpt_ac-tions/webinaire-planification-strategique-et-spatiale/



Consulté par la CTM sur ses documents de planification territoriale, le CÉSECÉM a souhaité comprendre le « mille-feuille » de la planification afin de se forger une opinion objective en amont, pour réagir utilement aux options soumises par la CTM, de pouvoir les mettre en débat et d'être force de proposition. Ce webinaire répond à 3 objectifs :

- **Renseigner** sur les enjeux, objectifs et contenus matériels des documents de planification en vigueur sur le territoire martiniquais (SAR, SCoTs, PLU).
- **Apporter une vision concrète** de l'application du SAR, des relations entretenues avec les autres échelles de planification (intercommunale et communale), ainsi que sur son bilan.
- **Proposer des retours d'expérience** sur d'autres SAR et sur le PADDUC de Corse.

46 PROPOSITIONS DU CÉSECÉM

- Créer un Organisme territorial de coordination de la prévention des risques majeurs
- **Actualiser régulièrement les DICRIM** (documents d'information communal sur les risques majeurs) et communication de ces derniers à la population
- **Généralisation d'une logistique de premiers secours** avec identification de deux (2) référents dans toutes les communes de la Martinique
- **Mettre en place un réseau de référentes et référents sécurité risques majeurs** afin d'informer et former la population aux conduites à tenir en cas de risques majeurs
- **Créer une formation : « Gestion des risques majeurs » à l'UA**
- **Mettre en place des formations spécifiques « Référent Sécurité »**
- Instaurer un Plan POMA (Plan Ouragan Majeur Antilles) visant à réduire financièrement l'impact des ouragans violents
- Mettre à jour le plan volcan
- **Rendre les exercices de simulation séisme et tsunamis obligatoires** dans les 3 fonctions publiques, les ERP et les entreprises comme pour les exercices incendies

- Mettre en place un **fonds spécial « Zone très vulnérable »**
- Cibler l'État et la CTM pour la mobilisation des fonds destinés à la réduction de la vulnérabilité
- Mobiliser à partir du fonds Barnier une **dotation annuelle pérenne en faveur du réseau associatif** impliqué durablement sur le terrain dans la prévention des risques majeurs
- Incitation des services de l'État et des Collectivités à la **pose d'isolateurs parasismiques sur les bâtiments publics de classe D**
- Développer un **partenariat financier avec l'AFD** pour reconstruire aux normes parasismiques et para-cycloniques les écoles et les établissements publics communaux vulnérables notamment les hôpitaux de proximité
- **Sensibiliser les bailleurs sociaux à la vérification de la souscription et du renouvellement des contrats d'assurance « Multirisques habitation » de leurs locataires**
- **Rendre obligatoire les consignes séismes et tsunami** dans le secteur du **tourisme et de l'hôtellerie**, comme pour le risque incendie
- Adosser l'attestation de secourisme à la délivrance du permis de conduire
- **Instaurer la gratuité de la formation au secourisme pour tous**
- Accompagner les familles qui le souhaitent dans la **mise en œuvre de leurs plans familiaux de mise en sûreté (PFMS)**
- Élaborer une convention avec la CTM pour la **mise à disposition d'un kit collectif de survie par quartier sous la responsabilité d'une association déclarée et volontaire**
- **Rendre autonomes énergétiquement** toutes les grandes infrastructures pouvant faire office de refuge
- Créer un plan ORSEC spécifique de protection des personnes en difficulté d'autonomie de déplacement (personnes âgées, personnes alitées, personnes enceintes, personnes en béquille, personnes en situation de handicap moteur ou sensoriel...) avec une identification des lieux refuges et des systèmes d'alerte adaptés et une communication grand public adéquate
- Intégrer des représentants de la société civile dans la Commission Territoriale des risques majeurs ainsi qu'une plus grande activité de cette dernière
- Engager des **programmes d'éducation environnementale**, pour ressourcer les milieux et réglementer en conscience la protection environnementale et en partager les bénéfices durables.
- **Réglementer l'hyper-fréquentation de tous les sites naturels, forestiers, marins, culturels et patrimoniaux**, notamment par des mesures fortement incitatives afin de réguler les activités impactantes (trail, prélèvement de biomasse, etc.)
- Ressourcer les écosystèmes en **régulant l'accès aux sites** en tenant compte des moyens d'accès (pédestre, véhicule motorisé, équestre, vélo, autres) et des périodes de durée variable (mois, année, années)
- Inciter le public concerné à faire **entretenir ou à remplacer les fosses septiques défectueuses par de nouvelles fosses** répondant aux normes et à privilégier aussi des systèmes de fosses moins onéreux à installer. Pour certaines, un surdimensionnement des capacités nécessaires au quotidien entraîne des surcoûts à l'installation et à l'entretien.
- Faire intervenir d'autres financements : il faut que **Collectivité et EPCI puissent se mobiliser afin de capter les fonds nécessaires aux différentes actions de la filière**
- Etudier la **mise en œuvre et le développement de nouveaux systèmes de traitement des eaux usées** plus performant et moins coûteux en entretien. Ces systèmes doivent bénéficier du soutien des élus locaux pour l'adaptation des normes et des textes réglementaires.
- Offrir de nouveaux marchés aux professionnels de l'assainissement par l'augmentation des besoins en vidange et en installation et entretien de fosses septiques. Donc des capacités d'investissement supplémentaires en équipement et en ressources humaines
- **Revoir le mode de financement de l'assainissement** : il ne doit plus être indexé sur la consommation d'eau qui diminue régulièrement et diminue la ressource pour l'assainissement
- **Sensibiliser et accompagner les professionnels à des attitudes plus responsables et plus**

citoyennes. Ils doivent connaître les risques qui pèsent sur notre environnement et également sur leur entreprise en cas de non-respect de la réglementation et des lourdes sanctions auxquelles ils s'exposent (**amendes et retrait de leur habilitation**)

- Développer auprès des particuliers, une communication efficace qui informerait sur les obligations des propriétaires, mais aussi sur les aides financières mises à leur disposition par les EPCI
- Mettre en place pour les particuliers un **dispositif abaissant le coût de la vidange, les coûts d'entretien et d'installation des fosses septiques.** Ceci pourrait être financé par des fonds européens (FEDER) dans le cadre de la structuration des filières et de l'amélioration de l'environnement
- Activité BTP : Constituer une source d'activités complémentaires pour les métiers du transport, de stockage et de recyclage des matériaux (béton, placoplâtre...etc.) par la gestion et la valorisation des déchets de démolition
- Créer une incitation financière pour VHU : **Prime au retour versée par le concessionnaire** quel que soit l'état de restitution du véhicule, répartie ensuite sur le constructeur ; consigne, ou coût ajouté à l'achat, somme reversée à un organisme collecteur, restituée lors du retour du véhicule pour revente ou abandon
- **Développer une filière pièces détachées d'occasion**
- **Développer un concept 'garage solidaire'** pour aider les plus démunis à conserver leur autonomie
- **Appliquer le principe pollueur/payeur** qui émane de la loi Barnier de 1995
- **Clarifier la répartition des compétences en matière d'entretien des cours d'eau** et une adaptation au contexte particulier de la Martinique
- Identifier précisément la part de la SAU dans les zones inondables afin **d'introduire la notion de risques pour l'agriculture** et de dispositifs applicables en matière d'indemnisation
- Créer un **guide de bonnes pratiques en matière de nettoyage des berges**

- Adresser au secteur touristique dans son ensemble une **proposition méthodologique concernant la prise en compte de la question de l'eau dans leurs activités**
- **Gestion et stockage des eaux pluviales** (stockage -à la fois pour les usages particuliers ou industriels et les usages agricoles, lavage urbain, irrigation, sécurité incendie, applications industrielles...)
- **Développer une information de la population sur la rationalisation indispensable de l'usage de cette ressource rare**

Sources :

- Avis relatif au SDAGE 2022-2025 (2021) : <https://www.cesecem.mq/recueil-des-avis/>
- Publication « Nos recommandations pour la Martinique d'après » (2020) : https://www.cesecem.mq/cpt_actions/nos-recommandations-pour-la-martinique-dapres/
- Contribution CESE « Assainissement et traitement des boues issues des fosses septiques en Martinique » (2020) : https://www.cesecem.mq/cpt_actions/l'assainissement-en-martinique/
- Publication « Gestion des pollutions : cas des VHU » (2020) : https://www.cesecem.mq/cpt_actions/vehicules-hors-dusage-en-martinique/
- Publication « 10 propositions pour réduire notre vulnérabilité aux risques majeurs » (2020) : https://www.cesecem.mq/cpt_actions/10-propositions-pour-reduire-notre-vulnerabilite-aux-risques-majeurs/
- Contribution CESE « Aménager face aux risques majeurs » (2020) : https://www.cesecem.mq/cpt_actions/amenager-face-aux-risques-majeurs/
- Publication « Référent sécurité » (2021) : https://www.cesecem.mq/cpt_actions/risques-majeurs-2-propositions-pour-mobiliser-et-responsabiliser-la-population/
- Sondage (2021) : https://www.cesecem.mq/cpt_actions/risques-majeurs-vous-avez-des-idees-partagez-les/

4| AFFIRMER L'IDENTITÉ ET LA FIERTÉ MARTINICAISE

4 ACTIONS DU CÉSECÉM

- **Cartographie bibliothèques et librairies :**

En savoir +

<https://pratique.cesecem.mq/bibliotheques-et-librairies/>



En s'appuyant sur les documents disponibles dans chaque commune – le Plan communal de sauvegarde (PCS) et le Document d'information communal sur les risques majeurs (DICRIM), 2 documents dont le but est d'informer la population sur les risques existants dans leur commune et les moyens de s'en protéger – le CÉSECÉM a réalisé une cartographie des sites refuges en Martinique.

- **Cartographie des musées :**

En savoir +

<https://pratique.cesecem.mq/musees-de-martinique/>



Le CÉSECÉM, à travers son action pour le développement de la culture, met à disposition, un outil numérique répertoriant les musées de Martinique (horaires, tarifs, géolocalisation... qui permettront de découvrir, seul, entre amis ou en famille, ces lieux uniques).

- **Note informative sur la filière du livre :**

En savoir +

https://www.cesecem.mq/cpt_actions/la-filiere-du-livre-en-martinique/



Dans le cadre de la Journée mondiale du livre et du droit d'auteur du 23 avril dernier, le Conseil Economique, Social et Environnemental de la Culture et de l'Education de Martinique (CÉSECÉM) a initié une collaboration avec la Direction des Affaires Culturelles (DAC) de Martinique.

- **Vidéos Témoignages : « PAWOL JENES MATINIK »**

- Quels seraient les événements ou les épisodes marquants de notre mémoire collective ? : https://youtu.be/oY1R0shl_Uo
- Est-ce que tu te sens plutôt martiniquais / caribéen / français / européen / citoyen du monde ? : <https://youtu.be/2AXyv2LDAtg>
- Être martiniquais c'est quoi ?... : <https://youtu.be/vRFEanLayf8>
- Quels sont les principaux défis à relever en tant que jeune martiniquais en 2021 ? : <https://youtu.be/tM3CUh2EIDA>

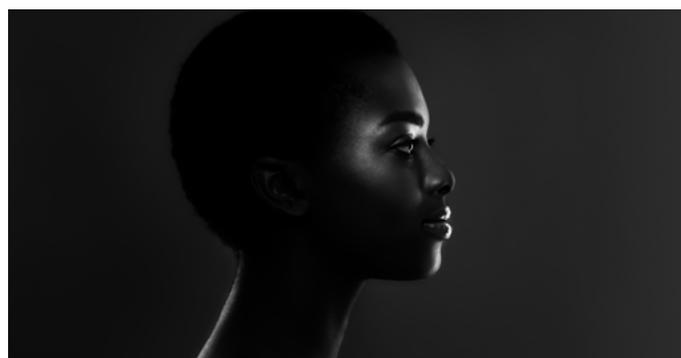
22 PROPOSITIONS DU CÉSECÉM

1. **Élaborer une stratégie de valorisation de nos talents** en vue d'une reconnaissance internationale
2. **Relancer un programme de création et d'amélioration des espaces d'accueil, de production et de diffusion culturelle et artistique** (galeries, studios...)
3. **Supprimer les charges sociales** au moins sur un an, fiscalité aménagée sur 3 ans
4. **Réduire les retards de versements de subvention** aux acteurs et opérateurs culturels, car ils alimentent l'économie du territoire
5. **Consolider les rendez-vous populaires** : carnaval, rondes du milieu bèlè, rebotes de Noël, chouvalbwa
6. **Réaliser un Contrat de filière du Livre** : partenariat conclu entre les représentants d'un secteur industriel et différents pouvoirs publics afin d'organiser une filière intégrée à travers une politique commune (aides financières directes, études de terrain, accompagnement des professionnels, amélioration de la visibilité de leur travail sur un territoire donné et à l'étranger...)

7. Créer un **fonds spécifique pour le support de festivals labellisés** existants, et réfléchir à un projet collectif valorisant pour la vitrine artistique et culturelle de la Martinique, comme un festival impliquant collectivement le territoire
8. Concrétiser certains projets ayant fait l'objet d'une réflexion au sein des collectivités ou des associations œuvrant pour l'intérêt général : signalétique patrimoniale, galerie des figures historiques martiniquaises (Cap Nord), valorisation des danses traditionnelles (ronde bèle), etc.
9. **Encourager l'implication des auteurs actuels en langue créole** dans les publications (actions de traduction permettront la vulgarisation des informations scientifiques)
10. **Harmoniser les actions de formation artistiques et culturelles** (centres de formation accrédités, enseignement supérieur, lycées) en vue de répondre aux promesses du marché (débouchés)
11. Améliorer la condition des artistes et intermittents du spectacle
12. **Améliorer la communication sur l'offre**, surtout pour l'évènementiel (à travers tous supports : flyers, brochures, médias, internet dont réseaux sociaux... etc.) et la signalétique, surtout pour le patrimoine matériel
13. **Renforcer la communication sur les atouts culturels et notre identité environnementale** avec sa biodiversité et ses monuments naturels, par une présence systématique à l'occasion les évènements du marché touristique international
14. Élaborer une **harmonisation générale de la signalétique patrimoniale** sur le territoire
15. Mettre en place un **dispositif d'aide territoriale à la réhabilitation du bâti d'intérêt patrimonial à finalité touristique**, en utilisant le partenariat public-privé
16. Réhabiliter des patrimoines historiques par le biais de chantiers d'insertion dans le cadre de la politique sociale de l'Établissement Public de Coopération Intercommunale
17. Soutenir les actions de diffusion de l'histoire et de la culture de Martinique sous forme **d'appel à projets pour les associations culturelles**
18. Élaborer une **plaquette de synthèse des offres culturelles, patrimoniales et artistiques** proposée systématiquement à l'arrivée de visiteurs, ou tout autre dispositif accessible numériquement
19. Animer les réseaux professionnels en **développant les démarches croisées et partenariales d'acteurs touristiques et culturels** qui s'ignorent trop souvent
20. Assurer la gestion et le fonctionnement des sites par le **recrutement de guides conférenciers multilingues** formés à la connaissance du territoire et à son histoire et reconduire ces formations et mutualiser leur mission sur plusieurs sites
21. **Créer un répertoire des guides conférenciers**
22. **Intégrer les groupements d'intermittents et organisateurs d'évènements, ainsi que les guides conférenciers accrédités, dans un espace d'échanges régulier** permettant la discussion et l'évaluation du développement de l'offre touristique, hors hébergements et services

Sources :

- Publication « La place de culture dans l'offre touristique » (2020) : https://www.cesecem.mq/cpt_actions/la-place-de-la-culture-dans-le-tourisme-en-martinique/
- Publication « Nos recommandations pour la Martinique d'après » (2020) : https://www.cesecem.mq/cpt_actions/nos-recommandations-pour-la-martinique-dapres/
- Publication « Martinique : Initiatives pour inverser les flux migratoires » (2022) : https://www.cesecem.mq/cpt_actions/martinique-initiatives-pour-inverser-les-flux-migratoires/



5| REFORMER LE CADRE INSTITUTIONNEL ET INSTITUER UN DROIT A L'INITIATIVE

2 ACTIONS DU CÉSECÉM

- **Plateforme participation citoyenne**

En savoir +

<https://participationcitoyenne.cesecem.mq/>



Plateforme de débats permettant d'échanger des arguments sur des sujets de société, pour une citoyenneté lucide et une Martinique apaisée.



- **Liste des dispositifs de participation citoyenne**

En savoir +

<https://participationcitoyenne.cesecem.mq/dispositifs-de-participation-citoyenne/>



Encourager la participation citoyenne en Martinique est une action sur laquelle le CÉSECÉM est particulièrement mobilisé en 2022. Le CÉSECÉM vous invite à découvrir les différents dispositifs de participation citoyenne existants. Cette action a pour vocation de renforcer les éléments mis à disposition de la population martiniquaise pour agir.

6| RÉUSSIR LE DÉFI DE L'AUTONOMIE ALIMENTAIRE

2 ACTIONS DU CÉSECÉM

- **Du producteur au consommateur**

En savoir +

<https://pratique.cesecem.mq/du-producteur-aux-consommateurs/>



Fruits, légumes, viandes, miel, et bien d'autres produits frais et locaux sont accessibles sur cette nouvelle plateforme interactive, simple et ergonomique...

- **Note informative : Agriculture urbaine**

En savoir +

https://www.cesecem.mq/cpt_actions/10-questions-sur-les-initiatives-dagriculture-urbaine/



Le développement de l'agriculture urbaine, et plus spécifiquement l'accès à des jardins partagés ou collectifs, sont des initiatives qui répondent aux envies d'un « retour à la terre » et de privilégier les circuits courts : Définition, intérêt, organisation, exemples...



11 PROPOSITIONS DU CÉSECÉM

1. Prise en charge par l'Économie Sociale et Solidaire de l'organisation de circuits de commercialisation des produits agricoles
2. **Consolidation des initiatives de circuits courts apparues ou développées pendant la crise sanitaire** et des produits issus de la pêche locale (vente et transformation)
3. **Soutenir et promouvoir (cartographie et diffusion au grand public) les initiatives locales de productions agro-alimentaires en circuits courts**
4. Développer des circuits courts de proximité pour conforter l'agriculture locale
5. **Développer des centrales d'achat** des produits issus de l'agriculture locale afin de faciliter l'accès aux professionnels
6. **Subventionner les coopératives agricoles**
7. Créer une **plateforme unique de communication sur les producteurs et marchés de produits locaux**
8. **Promouvoir auprès du grand public l'usage des produits issus de l'agriculture locale** en éduquant sur leurs qualités nutritionnelles et les façons de les préparer (éducation à la santé)
9. **Subventionner les agriculteurs** (Aides à l'embauche | Aides à l'équipement)
10. **Abaisser les coûts de production** (Aide à l'achat d'intrants (défiscalisation) | Abattements de charges sociales)
11. Aider à l'acquisition d'outils mutualisés via des coopératives ou des structures de type SCIC

Sources :

- Publication « Nos recommandations pour la Martinique d'après » (2020) : https://www.cesecem.mq/cpt_actions/nos-recommandations-pour-la-martinique-dapres/
- Publication « Martinique : Initiatives pour inverser les flux migratoires » (2022) : https://www.cesecem.mq/cpt_actions/martinique-initiatives-pour-inverser-les-flux-migratoires/

7| LA PERFORMANCE ÉCONOMIQUE TERRITORIALE

1 ACTION DU CÉSECÉM

- **Cartographie des espaces collaboratifs de Martinique**

En savoir +

<https://pratique.cesecem.mq/espaces-collaboratifs/>



Développer et revitaliser les espaces collaboratifs (cyber-bases, fab lab, co-working...) est une des propositions du CÉSECÉM pour stimuler le secteur du numérique. Le CÉSECÉM a souhaité accompagner cette dynamique en réalisant une cartographie interactive des espaces collaboratifs en Martinique.



22 PROPOSITIONS DU CÉSECÉM

1. Faire évoluer l'actuelle Agence de développement économique en **Agence d'attractivité** en charge de la coordination de l'ensemble des actions liées au développement économique et à la promotion du territoire
2. **Créer EPITA ou EPITECH** Développer en outremer des écoles d'ingénieurs et non de codeur ou de techniciens réseaux
3. Réaliser un **salon des métiers du numérique**
4. Faire des **bootcamps État/Collectivités/Startups autour de la co-création en mode Design Thinking**
5. Créer la convergence, en **organisant stages d'immersion réciproques**, et surtout dans le sens Administration vers l'entreprise
6. **Réaliser une cartographie des dispositifs de soutien à l'innovation**
7. Proposer un **conseiller Aide à l'innovation** qui se déplace directement dans l'entreprise 1 à 2 fois/an pour faire le point par rapport aux projets portés par l'entreprise
8. **Améliorer la corrélation de l'offre d'actions culturelles et de divertissements** à la saison touristique haute
9. **Améliorer l'accès à l'information, notamment la visibilité de l'offre culturelle** sur internet
10. Sensibiliser les collectivités locales aux **enjeux d'interconnexion et de co-construction systémiques entre les deux secteurs (culturel et touristique)**
11. Mettre en place une **charte des opérateurs** qui permettrait d'établir un standard minimum pour définir la qualité d'un site culturel et touristique, afin que les visiteurs sachent à quoi s'attendre
12. Envisager la **création d'une instance de concertation, groupe de travail territorial, ou observatoire du tourisme culturel.**
13. **Fiabiliser la commande publique** en dressant l'état des lieux des projets matures, dont la réalisation certaine à court terme doit être en visibilité pour les entreprises, à partir des plans d'action déjà actés (STIRM, Plan Séisme, Traitement des déchets, Réseaux d'eau et d'électricité, Fibre...)
14. **Créer une cellule d'accompagnement dédiée spécialisée dans le montage des dossiers européens**, qui pourrait être réactivée comme autrefois
15. **Permettre la subrogation du paiement des dettes fiscales et sociales** (Les clients des entreprises règlent une partie des prestations directement aux organismes sociaux et fiscaux).
16. **Former le personnel des services opérationnels aux procédures des marchés publics** pour être en **position de dialogue efficace** avec le service de la commande publique
17. **Simplifier les processus décisionnels** (un simple comité technique pourrait souvent suffire à valider des phases intermédiaires sans avoir la contrainte de réunir le comité de pilotage)
18. **Établir un audit des processus de mises en paiement chez les acheteurs publics** affichant un délai moyen de paiement prohibitif afin de cibler les éventuels « temps morts » et/ou les sources de ralentissements
19. **Sensibiliser les agents des trésoreries publiques**, et si possible les renforcer numériquement si un problème de ressources est mis en exergue par l'audit
20. **Améliorer et simplifier le fonctionnement de Chorus Pro**, qui reste souvent une cause de retard dans le traitement des factures
21. **Instaurer un dispositif de compensation** levant l'impossibilité pour une entreprise non à jour de ses obligations sociales ou fiscales de répondre à un appel d'offres alors même qu'elle détient des créances échues sur des acteurs publics (décomptes en retard, retenues de garanties bloquées).
22. **Positionner le service de la commande publique comme un service de soutien aux services opérationnels**

Sources :

- Avis « Pacte productif 2025 » (2019) : <https://www.cesecem.mq/recueil-des-avis/>
- Publication « Nos recommandations pour la Martinique d'après » (2020) : https://www.cesecem.mq/cpt_actions/nos-recommandations-pour-la-martinique-dapres/
- Contribution CESE « L'accès aux services publics » (2020) : https://www.cesecem.mq/cpt_actions/laces-aux-services-publics/
- Publication « Martinique : Initiatives pour inverser les flux migratoires » (2022) : https://www.cesecem.mq/cpt_actions/martinique-initiatives-pour-inverser-les-flux-migratoires/
- Publication « La place de culture dans l'offre touristique » (2020) : https://www.cesecem.mq/cpt_actions/la-place-de-la-culture-dans-le-tourisme-en-martinique/
- Publication « Plan de relance et déclinaison territoriale dans les Outre-Mer » (2021) : https://www.cesecem.mq/cpt_actions/plan-de-relance-nos-propositions-pour-la-martinique/

**Retrouvez toutes nos actions et toutes
nos propositions sur notre site :**

www.cesecem.mq





CÉSECÉM



LE CONSEIL ÉCONOMIQUE, SOCIAL,
ENVIRONNEMENTAL, DE LA CULTURE
ET DE L'ÉDUCATION DE MARTINIQUE

www.cesecem.mq

